

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

ARRÊTÉ

Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

Arrêté de mise en demeure

SAS MORRELLS FRANCE
ZI des Joncs
71700 TOURNUS
Liquidateur judiciaire
Maître DESLORIEUX
44 rue de la République – BP 3
71640 GIVRY

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

N° 09-01794

- VU** le code de l'environnement, livre V, et notamment son article L.514-1, 1^{er} alinéa,
- VU** la nomenclature officielle des installations classées,
- VU** les articles R512-74 à R512-75 du code de l'environnement régissant la mise à l'arrêt définitif et la mise en sécurité d'une installation classée pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 90-186 du 28 mai 1990 notamment l'article 6 prescrivant à la société CLAUDILACK des principes d'élimination des déchets à mettre en œuvre sur le site,
- VU** les récépissés de déclaration de changement d'exploitant notamment celui en date du 19 mars 2001 délivré à la société MORRELLS Peintures et Vernis Industriels (MPVI), transférant à son bénéfice l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral n° 90-186 du 28 mai 1990 précité,
- VU** le rapport de liquidation établi le 20 février 2009 par Maître J-J DESLORIEUX et transmis à Monsieur le procureur de Mâcon, faisant état de la mise en liquidation de la société et de la présence sur le site d'une centaine de tonnes de déchets industriels lui appartenant,
- VU** la fiche de conclusions de visite d'inspections de l'Inspection des Installations Classées, en date du 14 avril 2009,

CONSIDÉRANT que par jugement en date du 23 janvier 2009, le Tribunal de Commerce de MACON a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société SAS MORRELLS FRANCE, implantée Zone Industrielle des JONCS à TOURNUS (71700 Saône et Loire) et a désigné Maître Jean-Jacques DESLORIEUX en qualité de mandataire judiciaire et, qu'à ce titre, il est le représentant légal de ladite société,

CONSIDERANT que la société SAS MORELLS FRANCE est effectivement en liquidation judiciaire à l'expiration du délai laissé à Maître Jean-Jacques DESLORIEUX pour trouver un éventuel repreneur et, qu'en conséquence les activités autorisées par l'arrêté préfectoral n° 90-186 du 28 mai 1990 précité ont été mises à l'arrêt, définitivement, sans que l'exploitant ou son représentant légal n'aient respecté les obligations faites par les articles R512-74 à R512-75 du code de l'environnement,

CONSIDERANT la présence sur le site d'une quantité importante de produits et de déchets dangereux qu'il est nécessaire d'éliminer dans des filières autorisées,

CONSIDÉRANT que, selon l'article L.514-1 1^{er} alinéa du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

CONSIDÉRANT qu'un délai d'un mois est jugé suffisant pour satisfaire aux conditions imposées à l'exploitant aux prescriptions des articles 6.1, 6.2, 6.3 et 6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 90-186 du 28 mai 1990 et des articles R512-74 et R512-75 du code de l'environnement susvisés,

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Saône et Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1.

En application de l'article L.514.1 1^{er} alinéa, du code de l'environnement, Maître Jean-Jacques DESLORIEUX, mandataire judiciaire, représentant légal de la société SAS MORRELLS FRANCE, est mis en demeure de respecter, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions :

- des articles 6.1, 6.2, 6.3 et 6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 90-186 du 28 mai 1990 susvisé spécifiques à la gestion et à l'élimination des déchets résultant de l'exploitation de l'établissement,
- de l'article R512-74 du code de l'environnement ,
- de l'article R512-75 du code de l'environnement ,

ARTICLE 1. SANCTIONS

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 2. DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 3. EXÉCUTION - NOTIFICATION

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le maire de Tournus, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le maire de TOURNUS,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15/17 Avenue Jean Bertin, 21000 Dijon,
- M. l'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines - inspecteur des installations classées, 206 Rue Lavoisier à Mâcon,
- L'exploitant ou son représentant légal

Fait à MACON, le 30 AVR. 2009

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Marie-Françoise LECAILLON